

Rêves

Kawkab al-Sharq — 3 avril 1933

L'African World, dans sa modeste condition et son peu d'importance, pouvait-elle rêver que la presse égyptienne lui accorderait une telle attention — celle-là même qui s'est manifestée ce matin dans les colonnes d'Al-Siyasa et d'Al-Ahram ?

Al-Kawkab s'est moqué hier de ce qu'avait écrit l'African World, et a présenté son opinion sur le ministère de coalition comme un rêve — l'une de ces chimères qui tournoient dans la tête d'un homme faible, surtout lorsqu'il se repose à l'ombre des pyramides, là où abondent les images et les fantômes qui troublent certains esprits et envoient des rêves à d'autres.

Al-Siyasa et Al-Ahram, elles, n'ont pas raillé ce qu'avait écrit l'African World.

Al-Siyasa a apparemment tenu à rappeler aux lecteurs ce que personne ne mettait en doute : que les Libéraux Constitutionnels se respectent trop, et sont trop attachés à leurs principes, pour s'associer à Sidqi Pacha dans les vicissitudes du pouvoir, quelles que soient les circonstances.

Al-Ahram, quant à elle, semble avoir accordé à l'article de l'African World une attention et un sérieux que ce journal — comme Al-Ahram le sait fort bien — ne mérite guère. Et qui sait ? L'African World n'a peut-être servi que de prétexte pour rouvrir le débat sur la coalition et le ministère national ; peut-être ceux qui ont été effleurés, éveillés ou endormis, par le spectre de cette coalition avec le Premier ministre sont-ils ceux qui ont soufflé leurs idées à l'African World et se sont présentés à Al-Ahram pour qu'elle commente ce que l'African World avait écrit.

Il semble que l'atmosphère égyptienne soit aujourd'hui hantée par un esprit qui rôde autour d'un certain cercle de personnes — l'esprit de la coalition avec le Premier ministre. L'expérience a échoué, les tentatives ont avorté, le replâtrage s'est révélé un effort vain, et il ne reste plus qu'une seule voie : que le Premier ministre démissionne une seconde fois et recompose le cabinet sur une base plus large qu'actuellement, englobant d'autres partis que les Unionistes et les Populaires, comme certains journaux anglais l'ont suggéré il y a quelques jours.

Qu'il est remarquable, ce Premier ministre — malgré sa maladie — par la démesure de ses ambitions et l'étendue de son imagination ! On dirait qu'il n'a pas encore compris que ses collègues, ses alliés et ses partisans ne pourront jamais être la source de sa force ; c'est lui-même qui est la source de la faiblesse qu'il ressent et dont il veut se débarrasser. S'il tempérait un peu ses ambitions et modérait son imagination, il reconnaîtrait que le seul

remède à cette faiblesse est de suivre le conseil du poète antique :

« Si tu ne peux faire une chose, laisse-la,

Et passe à ce que tu peux faire. »

Il a été prouvé mille fois que le Premier ministre est incapable de gouverner ; il peut seulement se reposer. Pourquoi donc ne laisse-t-il pas ce qui est au-delà de ses forces pour ce qui est en son pouvoir — démissionner, veiller à sa santé, se reposer et laisser les autres se reposer ?

Mais les ambitions du Premier ministre dépassent ses forces, et son imagination outrepassé ses capacités. Et il n'est pas rare que les hommes souffrent de leurs ambitions démesurées et de leurs vols d'imagination.

Il est plus étrange encore que ni les Anglais ni une faction des Égyptiens ne tirent de leçons de l'expérience ni ne s'instruisent des événements ; ils continuent de courir après leurs espoirs comme le Premier ministre court après les siens, et se laissent emporter par la fantaisie comme il se laisse emporter par la sienne — chacun convaincu que la question égyptienne est encore de celles pour lesquelles on peut chercher des solutions bancales ou emprunter des chemins tortueux.

Maintes fois les Anglais, flanqués d'une faction d'Égyptiens, ont eu recours à ces solutions bancales sans rien obtenir ; maintes fois ils ont emprunté ces chemins tortueux sans aboutir à rien — ou plutôt, en aboutissant à l'échec et à la déroute, contraints de recommencer comme s'ils n'avaient jamais cherché de solution, comme s'ils ne l'avaient jamais cherchée auparavant.

La source de cette confusion et de cet enlèvement dans des tentatives stériles est que les Anglais et leurs alliés égyptiens ne veulent pas — ou ne peuvent pas — reconnaître la réalité telle qu'elle est : que la nation égyptienne existe bel et bien, qu'elle a bel et bien conscience de son existence, qu'elle est sérieuse dans sa quête d'indépendance, et qu'elle est bel et bien éveillée aux ruses qu'on ourdit contre elle. Elle ne peut être prise par surprise, ne peut être séduite par des promesses et des espoirs, ne peut être soumise par la force ou la contrainte, et n'acceptera que ce qu'elle a elle-même agréé, non ce qu'on veut lui imposer.

Dès lors, aucun règlement sain et fécond entre elle et les Anglais n'est possible sans qu'elle y participe. Dès lors, tourner autour d'elle ne sert à rien, et il n'y a aucun bien dans ces tentatives qui ont été essayées maintes fois depuis l'émergence du mouvement national — tentatives qui n'ont abouti qu'à ce que la nation elle-même a voulu.

Certes, cette nation est amère au palais des Anglais ; mais ils sont contraints de supporter cette amertume, faute de quoi les choses resteront en l'état. Quoi qu'ils fassent, ils ne feront que reculer le jour où ils devront l'avalier et reconnaître que les affaires de l'Égypte doivent être rendues à l'Égypte, et que tout accord doit être conclu avec la nation égyptienne.

Oui, il est des Égyptiens qui aiment le pouvoir, qui s'impatientent d'y accéder, et qui croient — comme les Anglais le croient — qu'il est aisé de tromper cette nation, qu'on peut lui parer les mots pour la séduire et lui faire accepter ce qu'elle n'accepterait pas autrement. Mais ces Égyptiens-là ont vu des ministères bâtis sur cette tromperie n'accomplir rien ; ils voient aujourd'hui un ministère qui s'appuie tantôt sur les beaux mots, tantôt sur la violence et l'arbitraire, et n'accomplit rien — malgré sa longue durée et son soutien puissant et continu.

Le temps ne passe pas en vain et ne s'écoule pas pour rien. Le meilleur fruit que nous aient sans doute donné le va-et-vient des matins et des soirs en ces jours-ci est qu'il ne reste plus d'espoir, pour aucun homme doué de raison et de réflexion, de soumettre l'Égypte contre sa volonté. Il serait plus convenable pour les Anglais et leurs amis parmi les Égyptiens d'affronter avec courage et détermination cette réalité concrète, et de renoncer aux mirages trompeurs des espoirs et des rêves.

On parle de coalition — mais sur quoi reposera cette coalition ? Entre qui se formera-t-elle ? Par quelle voie cherchera-t-on à la réaliser ? De qui émanera le désir de cette coalition ? Reposera-t-elle sur la résolution de la crise économique ? Mais il existe aussi une crise politique — complexe, profondément enchevêtrée — qui touche à nos relations avec les Anglais, à la constitution et au système de gouvernement.

La coalition, dès lors, portera-t-elle sur l'économie sans s'attaquer à la politique ? Et pourtant, notre crise politique est peut-être le facteur le plus déterminant de notre crise économique. Si la coalition a pour objet de résoudre la crise politique, par laquelle des deux commencera-t-on ? Par la crise extérieure, de sorte que ce qui nous sépare des Anglais soit tranché avant toute chose ? Ou par la crise intérieure, de sorte que la constitution soit rendue au pays avant toute chose ? Et dans l'un comme dans l'autre cas, de qui sera composée la coalition ? Des diverses minorités représentées par les différents partis, de sorte que le petit nombre gouverne et que le grand nombre soit dans l'opposition, comme c'est le cas aujourd'hui ? Si oui, qu'est-ce qui aurait changé ? Que feront les coalisés ? Quand a-t-il jamais été juste que le petit nombre gouverne et que le grand nombre s'oppose ? Ou bien le petit nombre et le grand nombre s'uniront-ils de sorte qu'il n'y ait plus ni gouvernants ni opposition ?

De qui, dans ce cas, émane le désir de cette coalition ? Des Égyptiens eux-mêmes ? Si c'est le cas, il faut que la voix de la majorité soit entendue avant toute autre. Ou ce désir émane-t-il des Anglais, qui nous imposeraient la coalition par diktat ? Si c'est le cas, où est la dignité nationale — et qui a jamais prétendu qu'un étranger avait le droit de décider si les cabinets des nations souveraines doivent être des coalitions ou non ?

Toutes ces questions doivent être étudiées par ceux qui réfléchissent à un ministère de coalition ou à un ministère national. Et s'ils les étudient, ils reconnaîtront qu'une condition préalable est indispensable avant tout discours sur un ministère de coalition ou national : que la liberté soit rendue à l'Égypte. Le ministère actuel doit démissionner ; la vie parlementaire libre doit reprendre ; et c'est alors — et alors seulement — qu'une réflexion sérieuse et sincère sur la coalition devient possible. Ce jour-là, le désir de coalition émanera du peuple égyptien libre, en pleine lumière, sous les yeux de tous, sans que personne le dirige, sans que personne le dicte, sans qu'il parte d'un coin particulier.

En attendant ce jour où l'Égypte pourra penser librement, dignement et en toute indépendance d'esprit, les Égyptiens doivent s'unir pour résister au ministère actuel et à ceux d'entre les Anglais qui le soutiennent.

On dira : mais la coalition est précisément le moyen de renverser le ministère et de se débarrasser de son poids. Qui donc exige cette condition préalable et y insiste ? Les Anglais ? Alors laissons-les à leur guise jusqu'à ce qu'ils se trouvent dans l'impasse dont ils ne pourront sortir qu'en cédant à la volonté de la nation.

Ce chemin sera peut-être long, et il faudra peut-être endurer des souffrances ; mais la lutte politique n'est ni une futilité ni un jeu. Celui qui ne connaît pas la patience, la capacité d'endurer la douleur et la longue attente est impropre à s'engager dans la politique des peuples.

Je ne suis pas hostile à la coalition ni au ministère national ; je les aime et je les souhaite peut-être. Mais je veux une coalition qui naisse de la conviction et du désir de la nation — une coalition qui monte du peuple et ne lui soit pas imposée d'en haut. Que pensent les partisans de la coalition d'une solution que j'estime juste sans ombre d'iniquité, claire sans ambiguïté ni possibilité d'interprétation tendancieuse ? Que pensent-ils de ceci : que le ministère actuel démissionne, avant toute chose ; qu'on prépare ensuite des élections libres ; et que la coalition et le ministère national soient l'objet de ce scrutin ?

Que les partisans de la coalition et du ministère national présentent leur programme aux Égyptiens, et que les adversaires de la coalition et du ministère national leur présentent le leur. Que le camp qui l'emporte dans des élections libres et honnêtes reçoive la charge de

toutes les affaires de l'Égypte, dans les limites de la constitution, pour en décider sans que plane sur lui aucun doute, aucun soupçon, aucune accusation.

Je crois que présenter la question de cette manière est bien propre à dissiper le désaccord autour de la coalition et à rassembler les voix de tous ceux qui tiennent à ce que la résolution de la question égyptienne repose — en premier lieu, en dernier lieu, et par-dessus tout — sur la volonté de la nation, pure de toute souillure, exempte de tout soupçon, à l'abri de toute influence extérieure.

Que les opposants au ministère coopèrent avec patience, sincérité dans la lutte et la résistance, jusqu'à ce que Dieu délivre l'Égypte de ses méfaits ; puis qu'ils en appellent à la nation sur la question du ministère qui résoudra ses grands problèmes : le ministère de parti, ou le ministère national ?